

Décrypter le monde aujourd'hui

La lecture historico-descriptive du dernier demi-siècle écoulé est relativement aisée si l'on considère que cette période appartient à un même cycle.

Le monde d'aujourd'hui, celui de la seconde décennie du XXI^e siècle, est né des transformations rapides et profondes de la fin des années de haute croissance (1945-1973) avec, sur fond de décolonisation et d'émergence du tiers-monde, la cartellisation de la production et des prix des hydrocarbures par l'OPEP au début des années 1970. Cette dernière est allée de pair, sans que les phénomènes soient totalement concomitants, avec les déséquilibres structurels de la balance commerciale des États-Unis après 1971, puis de leur balance des paiements courants après 1982.

Ces transformations ont hâté entre 1971 et 1976 la déstructuration d'un système de Bretton Woods, pensé trop hâtivement dans le contexte de l'après-guerre et qui fut par là générateur de sa propre fin.

Parce qu'il n'a pas été remplacé, il a été au mieux replâtré, une nouvelle phase de mondialisation et/ou globalisation facilitée par l'échec du modèle socialiste en URSS et en Chine a pu se déployer.

Dans un contexte de financiarisation de l'économie mondiale qui a profité à Wall Street et à la City ainsi que pour un temps au Kabuto-Cho japonais, elle a laissé le champ libre aux flux financiers émis par les pays exportateurs (pays producteurs d'hydrocarbures, Japon et Allemagne) dont les balances des paiements courants étaient excédentaires, ainsi qu'aux entreprises multinationales dont le monde est devenu le champ d'expansion naturel.

Ce phénomène, conceptualisé par les Anglo-Saxons dans le Consensus de Washington, a aussi provoqué un basculement productif qui s'est accompagné de transformations sociales rapides et violentes sur lesquelles s'est superposée une remise en question de la hiérarchie mondiale.

La crise immobilière américaine dite des *subprimes*, qui a provoqué un effondrement du système financier mondial et une crise économique et sociale à l'ampleur inédite depuis 1929, a contribué à fragiliser un peu plus les puissances occidentales.

Les fondements de l'hégémonie américaine s'en sont trouvés affaiblis alors que l'Union européenne se trouvait confrontée à l'endettement de ses États sinon au risque de son implosion, et que s'affirmaient derrière la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil... plusieurs dizaines d'émergents dont l'Indonésie, le Mexique, la Turquie...

Le champ laissé aux entreprises et aux IDE a été à l'origine d'une nouvelle géographie économique favorable aux pays émergents...

La mondialisation a été massivement dominée par les firmes transnationales occidentales mais elle a aussi permis l'apparition d'entreprises puissantes et dynamiques au Sud, entreprises chinoises, indiennes, voire latino-américaines.

Ces firmes concurrencent désormais les firmes occidentales en Afrique, en Amérique latine ou en Asie, pénètrent les marchés occidentaux, entrent au capital d'entreprises industrielles ou pétrolières occidentales ainsi que dans les services (télévision, salles de cinéma, tourisme...). À titre d'exemple, en 2011, les investissements chinois à l'étranger se sont élevés à 75 milliards de dollars, ce qui représente un triplement en cinq ans. Pour la seule Europe, ils ont été multipliés par 2 en deux ans, atteignant 10 milliards de dollars. La Chine est devenue ainsi le premier investisseur en Allemagne devant les États-Unis et la Suisse en rachetant de nombreuses PME du *Mittelstand* spécialisées dans les machines-outils.

De façon générale, la nouvelle donne, celle d'une dispersion suivie d'une concentration (cf. la géographie économique de Paul Krugman ou la géographie industrielle de Jacques Thisse) a conduit les entreprises, quelle que soit leur origine, à favoriser dans un contexte de baisse des coûts de transport les régions à bas salaires avant de les concentrer sur des territoires urbains disposant d'un avantage compétitif sur le plan mondial.

... à un basculement productif et une modification de la hiérarchie des économies mondiales...

Le basculement productif peut se mesurer au travers de la production manufacturière qui reste l'un des vecteurs principaux de la production de richesses et de développement économique et social des territoires.

Depuis les années 1990, l'emploi manufacturier a reculé de près de 30 % aux États-Unis et au Royaume-Uni, de près de 10 % dans la zone euro depuis sa création en 2002.

Tous les secteurs sont concernés.

À titre d'exemple, l'industrie française a perdu depuis le début des années 1990 2,5 millions d'emplois dont sans doute plus de 60 % dans les industries traditionnelles (textile-habillement et industrie lourde) mais aussi dans les industries innovantes comme l'électronique et l'informatique, la pharmacie, les machines et les équipements. Il s'agit d'emplois d'ouvriers non-qualifiés (670 000) mais aussi d'ouvriers qualifiés (182 000), de techniciens, cadres et ingénieurs (74 000).

A *contrario*, les pays émergents se sont industrialisés et représentent aujourd'hui près de 55 % de la production industrielle mondiale contre 35 % en 2000.

La Chine est ainsi devenue l'atelier du monde et en 2011 la première puissance manufacturière du monde (avec 19,8 % de la production manufacturière totale de la planète), dépassant les États-Unis qui avec 19,4 % restent à la seconde place.

La forte croissance des pays émergents de ces dernières années comme l'atonie des pays développés à économie de marché a par ailleurs entraîné une modification dans la hiérarchie économique mondiale : la Chine (2^e), le Brésil (7^e) sont venus s'intercaler dans un classement hier dominé par les pays du G8. La Russie et l'Inde (9^e et 10^e rangs) talonnent le Canada, alors que le Mexique (14^e), l'Indonésie (17^e) et l'Arabie Saoudite (19^e) dont le PIB est nettement moindre sont classés dans les 20 premières économies mondiales.

Le phénomène ne saurait être passager. En effet, les principaux soutiens à la reprise (restockage des entreprises et plans de relance gouvernementaux) des pays développés commencent à s'essouffler dans un contexte de contrôle des déficits publics, et la reprise de l'économie des pays développés dépend désormais en grande partie d'une vigueur de la croissance des émergents qui a malgré tout sérieusement fléchi en 2013.

... ainsi qu'à des effets négatifs en termes d'endettement pour les PDEM...

Depuis quarante ans, face aux difficultés et en raison du cumul des déficits comme des politiques fiscales, les pays développés se sont endettés au point de souffrir selon l'International Institute for Management Development (IMD) de Lausanne d'une véritable malédiction de la dette.

La seule dette publique représente ainsi près de 190 % du PIB pour la Grèce, 160 % pour le Japon, plus de 120 % pour l'Italie, près de 100 % pour les États-Unis et de 90 % pour la France...

Selon l'IMD, il faudrait aujourd'hui, pour ramener la dette à 60 % de leur PIB, 74 ans au Japon, 50 ans à l'Italie, 27 ans au Portugal et 25 ans à la Belgique. Les États-Unis atteindraient cet objectif en 2033, l'Islande en 2032, la Grèce et 2031 et la France en 2029...

L'endettement privé peut être tout aussi considérable puisqu'il représente plus de 200 % du PIB en Espagne, près de 120 % aux États-Unis, un peu plus de 60 % au Japon et en Allemagne, près de 55 % en France...

Ces besoins de financement ont été et restent assurés par les pays émergents, pays exportateurs de pétrole ou de produits manufacturiers. Ils puisent pour ce faire, par l'intermédiaire de leurs fonds souverains, dans des réserves de change de l'ordre de 8 000 Mds de dollars (2012) qui ont été accumulés grâce à leur balance commerciale excédentaire. La Chine dispose de 3 200 Mds de dollars de réserves de change devant les NPIA et les pays du Golfe. À elle seule, la Chine détient en 2012 près de 2 200 Mds de dollars en bons du Trésor américain (23 % de l'encours total) et 650 Mds d'euros de dettes souveraines européennes.

... ou encore à la montée des inégalités et de la précarité

Comme Joseph Stiglitz dans *Le Prix de l'inégalité*, François Bourguignon a fait la démonstration dans *La Mondialisation de l'inégalité* que, contrairement à une idée reçue, les inégalités dans le monde diminuent depuis une vingtaine d'années. Alors qu'à l'échelle mondiale,

l'écart entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres avait été multiplié par trois depuis le début du XIX^e siècle avec la révolution industrielle, il s'est réduit depuis 30 ans grâce aux performances des pays émergents et à une mondialisation qui a hissé plusieurs centaines de millions de personnes au-dessus du seuil de pauvreté. De fait, les écarts entre les pays occidentaux, pays riches, et les pays pauvres dont la Chine et l'Inde mais aussi le Vietnam et le Bangladesh se resserrent, à l'exception des pays africains. Pourtant, et il s'agit du second constat de cet ouvrage, l'inégalité au sein des pays ne cesse de croître aussi bien au sein des pays émergents que des pays développés. Dans les pays en voie de développement, le phénomène peut apparaître suivre un modèle qui fut celui des Occidentaux au XIX^e siècle et être par là un mal nécessaire. Le phénomène est *a priori* plus surprenant dans les PDEM dans la mesure où il succède à une longue phase de réduction au milieu du XX^e siècle consécutive à la mise en place de systèmes de protection sociale et du système tayloro-fordiste de la période de la haute croissance. Partout, depuis plus de vingt ans, les inégalités se sont ainsi remises à augmenter. C'est le cas aux États-Unis comme au Japon, voire au Royaume-Uni, en Allemagne et en Italie qui sont tous plus ou moins revenus à la situation des années 1920 en matière de redistribution des richesses. Seules la France et l'Espagne font figure de relatives exceptions. Dans tous ces pays la mondialisation et les politiques néolibérales qui l'ont accompagnée ont polarisé la répartition des richesses, et, par la destruction des emplois non-qualifiés, déclenché un phénomène de paupérisation et de précarisation.

Une situation qui n'est pas sans conséquences géopolitiques et géoéconomiques...

Les deux dernières décennies peuvent s'articuler aisément sur les séquences choisies par Hubert Védrine pour organiser ses chroniques : les temps de *l'hyperpuissance et des Chimères* (1992-2009), auxquels aurait succédé le temps de la mêlée mondiale (2009-2012).

Le temps de l'hyperpuissance est celui au cours duquel les États-Unis, par suite de la disparition de leur rival soviétique en 1991 et de la désagrégation du bloc soviétique, de la crise du continent africain voire celle de l'Asie après la crise de 1997, ainsi que de l'incapacité de l'Union européenne à s'organiser, auraient dépassé leur statut antérieur de superpuissance pour devenir cette puissance indispensable évoquée par la secrétaire d'État Madeleine Albright (1997-2001). Effectivement, les États-Unis ont, au cours de la période, exercé leur suprématie aussi bien sur l'économie, la monnaie, la technologie, les domaines militaires, que sur les modes de vie, la langue et les produits culturels de masse qui submergent le monde, modelant les pensées et fascinant jusqu'aux adversaires des États-Unis...

Cette époque fut aussi celle des Chimères dans la mesure où les Occidentaux, et en particulier les Européens, ont cru, comme F. Fukuyama proclamant la fin hégélienne de l'Histoire, à leur triomphe et à l'occidentalisation du monde par le biais de la diffusion de la démocratie de marché (Jean-Paul Fitoussi, Grasset, 2004).

Néanmoins, le monde s'est révélé très vite différent de leurs représentations : après le 11 septembre 2001, les États-Unis se sont trouvés remis en question comme jamais, alors que les analystes de Goldman Sachs mettaient en évidence, dès 2003, le phénomène de

l'émergence des BRIC qui, de 4 ou 5 derrière la Chine, l'Inde et la Russie, allaient bientôt devenir une bonne trentaine et remettre en cause le monopole de la puissance détenu par les Occidentaux depuis le XVI^e siècle. Selon Hubert Védrine, c'est ainsi tout un système de pensée qui s'est trouvé ébranlé : l'universalisme occidental, la vision simpliste de son prosélytisme démocratique, le manichéisme comme mode de contrôle du monde, les dogmes économiques de l'école de Chicago, la désinvolture dans la gestion des ressources rares et de l'écologie...

La crise, qui a éclaté en 2009 et n'est pas terminée, a enfin contribué à une nouvelle redistribution des cartes qui donne lieu aussi à une compétition multipolaire ultra-compétitive à rebondissements multiples et à l'issue incertaine sur une toile de fond particulièrement anxiogène avec l'augmentation de la population mondiale ou la poursuite accélérée des dérèglements écologiques...

Le temps de la mêlée mondiale ouvert par la crise est ainsi la véritable foire d'empoigne actuelle qui a pour champ le monde entier et qui se reflète à l'ONU, à l'OMC ou au G20. Elle confronte des acteurs qui n'ont jamais été aussi nombreux : des pôles, des pays, des gouvernements, des entreprises, des banques, des fonds financiers souverains ou non, mais aussi des agences de notation, des producteurs et des consommateurs, des médias, les mafias, les « civilisations »...

Comme le montre Pierre Buhler, *La Puissance au XXI^e siècle*, CNRS Éditions, 2011, les règles du jeu ont aussi changé. La grammaire de la puissance comprise comme la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités au sein d'une relation humaine telle que Raymond Aron a pu la décrire dans *Paix et guerre entre les nations*, 1962, s'est en effet transformée. Aujourd'hui, les formes de plus en plus sophistiquées de l'expression de la puissance s'appuient de moins en moins sur un outil militaire dont le rôle est important ou décroissant, sur des ressources physiques – le territoire et le nombre –, sur la possession de matières premières qui peuvent se révéler une malédiction mais d'avantage sur un *soft power* (Joseph Nye, *Bound to Lead. The Changing Nature of American Power*, 1990) reposant sur la capacité d'innovation, l'avance technologique, l'influence, la force de conviction, l'attraction...

L'enjeu reste par contre identique. Comme toujours, il s'agit d'accéder à une puissance désormais convoitée par les pays mondialisés qui retournent contre les « mondialisateurs » leurs concepts d'économie globale dérégulée.

Ils s'en privent d'autant moins qu'ils participent aujourd'hui largement à la reconfiguration des systèmes politiques et des équilibres internationaux.

Ils s'affirment en effet dans toutes les grandes enceintes internationales (translation du G8 vers le G20 comme « directoire » mondial), faisant échouer nombre de dossiers défendus par les Occidentaux dans le domaine du nucléaire iranien ou de la Syrie (ONU), du libre-échange (enlisement du round de Doha à l'OMC, échec du projet étatsunien de ZLEA), du climat (compromis *a minima* de Copenhague à Doha entre 2009 et 2012).

Ils s'affirment aussi désormais par une augmentation de leurs budgets militaires qui dépassent en pourcentage du PIB ceux des pays développés pour dépasser parfois les 5 % au Proche-Orient devenu l'un des tout premiers marchés pour les armes. Cette course aux armements n'est elle-même que le reflet d'ambitions régionales qui peuvent opposer les États du Golfe, l'Iran et la Turquie au Proche-Orient, la Chine à ses voisins de la Méditerranée chinoise, l'Inde et le Pakistan en Asie du Sud et en Afghanistan.

... dans un ordre international mal régulé et au système difficilement lisible...

Les organes de régulation hérités de l'après Seconde Guerre mondiale et mis en place par les Occidentaux connaissent à la fois une crise de légitimité et d'efficacité. Ils ne fonctionnent plus, ou mal, et nécessitent une réorganisation et une recomposition qui tiennent compte des nouveaux équilibres mondiaux.

Pour toutes ces raisons, le système international se révèle incapable de résoudre les crises internationales, de freiner la dissémination des armes de destruction massive, de mettre en place un nouveau système monétaire international qui soit le reflet des réalités actuelles, de répondre aux défis et enjeux du monde en termes de développement, de protection de l'environnement et du réchauffement climatique.

Ce constat a peu près universellement accepté, la refonte nécessaire n'avance pas plus pour autant dans la mesure où les émergents, ne réussissent pas à s'accorder pour élargir le conseil de sécurité de l'ONU, pour codifier le droit d'ingérence (ou la responsabilité de protéger), pour s'entendre avec les Occidentaux sur une définition *a minima* des droits de l'homme dans le monde et de leur relation avec le fait religieux (cf. les problèmes posés par la Charte arabe des droits de l'homme adoptée par la Ligue arabe entrée en vigueur en 2008 et dont plusieurs passages sont incompatibles avec les instruments internationaux de protection des droits de l'homme)... ou plus simplement pour désigner l'un des leurs à la direction du FMI...

En l'état, le G20 lui-même est loin d'être le « grand récit » (Colin Bradford) de la diversité culturelle à l'âge global. Non seulement il n'est pas une instance de décision contractuelle mais souffre des contradictions déjà signalées. Le sommet de Los Cabos de juin 2012 s'est à ce titre révélé, selon l'expression du journal *Le Monde*, peu fructueux. Il ne serait au mieux selon Karoline Postel-Vinay, *Le G20, laboratoire d'un monde émergent*, 2011, qu'un miroir du nouvel état du monde, un lieu d'observation et d'expérimentation des nouveaux modes et codes des relations internationales qui permet de tester sur des sujets concrets, allant de la monnaie à l'emploi en passant par l'agriculture, la manière dont des acteurs très variés ayant des intérêts souvent divergents peuvent coopérer.

Le sommet de Saint-Petersbourg (septembre 2013) peut toutefois inciter à plus d'optimisme. Outre le plan dit de Saint-Petersbourg pour limiter les sorties de capitaux vers les paradis fiscaux qui a fait consensus, les émergents y ont décidé la création d'un fonds de 100 MDS de dollars pour défendre leurs monnaies.

... et en tout cas instable et générateur de conflits mal maîtrisés

Le système bipolaire (1945-1991) qui aurait remplacé le vieux système westphalien centré sur l'Europe depuis le XVI^e siècle serait successivement devenu unipolaire (1991-2001) puis, au gré des auteurs, post-bipolaire (Thierry Sanjuan), polycentrique (Michel Foucher), voire apolaire (Richard Haas).

Dans ce monde instable né de l'affaiblissement définitif ou provisoire des États-Unis, et dans lequel les pistes de la puissance sont brouillées, beaucoup de ces puissances sont des puissances malgré elles ou des puissances par défaut qui se retrouvent devoir faire face à des responsabilités qu'elles n'avaient pas prévues et qui sont même parfois en contradiction avec leur propre développement ou leurs intérêts régionaux.

Selon Bertrand Badie, *La Diplomatie de connivence*, 2011, cette situation rend quasiment impossible la pratique des deux voies qui constituaient l'alternative classique du jeu international : la compétition ou la coopération.

La première est en contradiction avec une mondialisation dans laquelle l'interdépendance est désormais trop forte pour réguler le jeu des relations internationales.

La seconde porte trop atteinte aux intérêts nationaux et à l'image que les États veulent se forger d'eux-mêmes pour qu'ils l'acceptent.

Au total, nous serions donc actuellement dans un entre-deux qui a pu exister dans le passé (comme après le congrès de Vienne de 1815). Cette diplomatie dite de la « connivence » à l'œuvre à l'échelle planétaire depuis les années 1990 ménage les intérêts nationaux comme les images des uns et des autres défendues au prix d'un bricolage qui satisfait les intérêts des plus forts.

Pour l'auteur, ce système oligarchique qui hier, au XIX^e siècle, n'a pas su résoudre la question d'Orient et a débouché sur la Première Guerre mondiale est peu légitime, peu efficace et surtout insuffisamment inclusif dans un monde où les conflits actuels sont le plus souvent générés par l'humiliation, ou le sentiment d'être dépossédé...

Au total, des bouleversements qui ne sont pas neutres et devraient en annoncer d'autres

En effet, les grands émergents dont les civilisations sont anciennes et qui parfois ont été soumis à l'Occident comme l'Inde ou la Chine ne se reconnaissent ni dans l'ordre du monde actuel façonné et légué par les Occidentaux ni dans leurs systèmes de valeurs ou leurs systèmes politiques.

Pour ne prendre que l'exemple chinois, ces derniers sont aujourd'hui largement convaincus, ou du moins l'affirment, qu'ils élaborent, appuyé sur ses traditions millénaires, un véritable modèle chinois. La Chine serait, selon le professeur Zhuang Weiwei, devenue le laboratoire des réformes économiques, sociales et juridiques du monde de demain. Ce dernier ne saurait en effet se satisfaire d'un modèle occidental fondé sur l'individualisme et à bout de souffle qui a généré hier l'esclavage, le fascisme, et provoqué, outre d'innombrables conflits, deux guerres mondiales.

Les émergents de façon collective se montrent particulièrement très critiques envers les États-Unis, et au nom de la non-ingérence comme du pragmatisme, hostiles aux interventions armées.

Ils réclament une refondation de toutes les organisations internationales, que ce soit le Conseil de Sécurité de l'ONU, les organisations de Bretton Woods (FMI, Banque mondiale) dans un sens qui reflète mieux l'émergence des nouvelles puissances et le caractère multipolaire du monde au XXI^e siècle. Ils réclament aussi la mise en place d'un nouveau système monétaire.

Leurs divisions comme la coexistence difficile de leurs modèles nationaux et parfois religieux ne facilitent certes pas les convergences. Il est toutefois peu probable désormais, comme le souligne Fareed Zakaria, *The post-american world*, que le monde qui vient soit un monde post-américain qui se satisferait d'intégrer les nouvelles puissances émergentes dans la logique et les instances libérales et occidentales existantes.